

Le budget—M. Garneau

Monsieur le Président, l'exposé que nous venons d'avoir de la part du ministre des Finances, parce que je n'ose pas appeler cela un budget, c'est un exposé sans vision, un exposé qui ne tient absolument pas compte de la réalité à travers le pays.

[Traduction]

C'est un budget sans portée, qui ne s'attaque à aucun des vrais problèmes que les Canadiens connaissent. Il y a deux semaines, lorsque le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé qu'il n'y aurait pas de réforme fiscale dans le budget, j'avais déjà dit que ce serait un budget sans but et sans valeur.

Une voix: Très juste!

M. Garneau: Et pourtant, ma prédiction n'était pas aussi juste que mon collègue le croit. J'avais fait une erreur. Ce budget est bien pire que je ne l'avais pensé. Le ministre augmente les impôts pour la troisième année de suite et, en plus, il n'annonce aucun programme, aucune mesure budgétaire pour commencer à combler le fossé qui existe entre les riches et les pauvres du pays. Il ne cherche aucunement à résoudre le problème des régions où le chômage dépasse aujourd'hui le taux qu'il avait atteint aux moments les plus sombres de la crise économique, en 1982.

Ce n'est pas un budget qu'on nous a présenté. Il est honteux de chercher à qualifier ce document de budget. Pourquoi le ministre nous a-t-il imposé cette mascarade? Il aurait pu se limiter, comme il l'a si souvent fait, à publier un communiqué de presse pour annoncer une augmentation de la taxe sur l'essence. Après tout, ce n'est qu'un cent de plus par litre, après les trois cents par litre du budget précédent. Cela ne valait pas plus d'un communiqué, accompagné par le dépôt d'une motion des voies et moyens à la Chambre.

Je trouve honteux que le gouvernement n'ait pas profité de l'occasion pour présenter un vrai budget, un budget qui voit loin, qui tient compte des problèmes que les Canadiens connaissent, particulièrement dans nos régions. Je pense que le ministre a manqué une très bonne occasion. Ce qu'il vient de nous présenter ne valait pas le temps que nous lui avons consacré cet après-midi. Je crois que le ministre aurait mieux fait de rester chez lui et de publier un communiqué de presse.

Des documents accompagnent le budget, mais je n'y trouve aucune prévision des recettes, des taux d'intérêt ni aucune projection sur le chômage. Nous n'avons de chiffres que pour l'année financière 1987-1988. Je suis persuadé que tous les députés, surtout ceux qui sont ici depuis un certain temps, se souviennent d'avoir entendu les conservateurs réclamer un plan quinquennal au gouvernement précédent. Un ancien ministre des Finances, l'actuel ministre des Transports (M. Crosbie) demandait au gouvernement de déposer un plan semblable, lorsqu'il siégeait sur les banquettes de l'opposition. C'est donc ce que le gouvernement libéral a fait. Mais le ministre des Finances ne s'est pas donné cette peine. Nous ne savons même pas quelle idée il se fait de l'évolution des cours pétroliers en 1988. Il nous a simplement donné des chiffres pour 1987.

Ce n'est pas un budget qu'on nous propose. J'espérais au moins que le ministre tiendrait ses promesses de l'an dernier. Il nous avait annoncé trois choses: une réforme fiscale pour cette année, une réforme des programmes sociaux et enfin un déficit inférieur à 30 milliards en 1986-1987. Si le ministre n'avait pas vendu Téléglobe, le déficit aurait été supérieur à ce qu'il a

été pendant la dernière année complète de gouvernement libéral, et cela, après quatre années de reprise économique et un accroissement de la charge fiscale de 6 milliards l'an dernier. Le déficit du gouvernement conservateur pour l'exercice 1986-1987 aurait été supérieur au déficit de 1983-1984, dernier exercice complet du gouvernement libéral. Quelle honte. Le ministre n'arrive même pas à réduire le déficit comme il l'avait promis.

[Français]

Le ministre des Finances n'a pas complété son engagement, parce que le déficit serait plus élevé et presque au même niveau cette année qu'il l'était pour la dernière année complète d'administration libérale. Nous n'avons aucun programme, aucune amélioration dans les programmes sociaux, tel qu'il l'avait promis l'an dernier.

Et la réforme fiscale, monsieur le Président, cela, réellement, je pensais que le ministre des Finances était un homme sérieux, un homme responsable. Mais il est en train de jouer avec la réalité. Il se fait accroire à lui-même des histoires et, surtout, il tente de faire accroire à la population canadienne que ce gouvernement est sérieux.

Quelle est la stratégie du gouvernement, monsieur le Président? Elle est bien simple. On a augmenté les taxes de plusieurs milliards de dollars en 1985, plusieurs milliards de dollars en 1986. On a incorporé dans les lois fiscales des augmentations automatiques d'impôt, de telle sorte que les contribuables canadiens vont payer en impôt sur le revenu durant le prochain exercice financier pour lequel on a un Budget 43 milliards de dollars, soit une augmentation de 48 p. 100, comparativement à la dernière année d'une administration libérale. Oui, 48 p. 100.

On a eu des augmentations de taxes de 6 milliards de dollars l'an dernier, 90 p. 100 sont payés par les individus; moins de 10 p. 100 par les corporations. Le ministre des Finances nous annonce une réforme fiscale. Qu'est-ce qu'il va faire? Il a augmenté d'abord les taxes, et après cela, il va venir nous dire qu'il fait la réforme pour corriger les erreurs que lui-même a créées. Je pense que c'est une blague.

Monsieur le Président, dans ce Budget il n'y a rien pour les cultivateurs, pour les producteurs de blé de l'Ouest. Il n'y a rien pour les pêcheurs qui sont aux prises actuellement avec les conséquences de cette entente qui a été signée avec la France. Il n'y a rien non plus pour régler les problèmes de l'énergie. Imaginez-vous, monsieur le Président, on va avoir eu une augmentation de 4c. le litre d'essence depuis que ce gouvernement est au pouvoir, et on n'a même pas de politique nationale de l'énergie. Et ce sont ces mêmes personnes qui ont critiqué l'administration précédente d'avoir augmenté la taxe sur l'essence pour créer un fonds pour aider le secteur énergétique. On a gardé la taxe, on l'a augmentée quatre fois, et on n'a rien pour le secteur de l'énergie.

Monsieur le Président, il n'y a rien non plus pour donner suite à l'engagement formel que le premier ministre (M. Mulroney) du pays avait pris à Vancouver. J'étais présent comme représentant de ma formation politique. Un engagement très ferme pour mettre de l'avant le système et les subventions nécessaires pour la garde d'enfants. Rien dans le Budget.